

cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

Las Vegas, 7 mai 2020. Casinos et grands hôtels sont transformés en banques alimentaires. Drôle de reconversion par ses temps de pandémie en liberté aux Etats-Unis...

Travailleuses, travailleurs. Hier c'était une grossièreté ringarde. Depuis que Macron a repris la formule ce matin c'est tendance.

Le Conseil d'État a donc considéré que la fermeture des lieux de culte pour cause de pandémie était une atteinte à la liberté du culte. Pour respecter la liberté culturelle, on va transférer les concerts dans les églises et les mosquées ???

Agenda militant

[La rue est à nous !](#)
[Les mardis de la colère](#)

16 juin

[Manifestation nationale](#)
[Pour la santé](#)

13 juin 2020

[Régularisation de tous les sans-papiers](#)

Jour d'après, homéopathie et grandes manœuvres

Le philosophe Althusser disait de l'idéologie qu'elle se nichait dans l'inconscient et de ce fait on n'en discute plus.

L'omniprésence de Macron habitue au caractère personnel et autoritaire du sommet de l'État. Elle vise à accroître le sentiment de dépendance à l'égard du chef. Le Sénat rejette les conditions du déconfinement du gouvernement ? Cause toujours. Les tenants du pouvoir ne respectent même plus leurs propres institutions. Des courriels brocardent le non-sens qu'est de devoir présenter à la police des autorisations de circulation rédigées par soi-même. Toujours est-il que circuler avec des autorisations est devenu un précédent. La reprise du travail est contrôlée étroitement par la police. Des médecins (soigner mais pas fiché) alertent sur l'instrumentalisation de la Sécu. Surveillance qui s'inscrit insidieusement dans notre quotidien.

A Sandouville, la reprise du travail est imposée malgré l'alerte de la CGT et un tribunal défavorable : un cap est franchi en matière d'atteinte au droit syndical et à l'indépendance de la justice ; la remise en cause des 35h est désormais légitimée ; on évoque la semaine de 60 heures ; une menace pèse sur des jours de congés ; les CDD perdent toute garantie ; on organise des horaires de travail variables de manière à éviter des concentrations trop importantes de travailleurs. Certaines usines organisaient déjà les rotations des pauses devant la machine à café de façon que les personnes qui se connaissent ne puissent pas s'y retrouver... Ambivalence du télétravail.

Rarement l'idée selon laquelle *on est peu de chose* n'a été autant mise en scène. Elle induit une perte d'estime de soi. En Haute Garonne, la commission départementale de cohésion sociale a répondu à la demande de masques des travailleurs sociaux par l'envoi de torchons. » Une circulaire ministérielle aurait enjoint aux médecins de ne pas admettre les plus de 75 ans en réanimation faute de lits ! Déjà le FMI pointait *le risque pour l'économie que les gens vivent trop longtemps*.

Ce n'est pas obligatoirement un signe de force. En août une université du Medef s'inquiétait du rejet du système et des médias. Le 11 Avril, Le Parisien publiait une note des RG, alertant sur les dangers d'explosion sociale dès le déconfinement engagé. Face aux mises en question, nous avons même droit à des commentaires de journaux télévisés sur l'ISF et l'argent des dividendes. Alors à nous la parole. ●

Pierre Zarka



Élève Blanquer : s'enfonce mais creuse encore

BLANQUER VEUT QUE CHAQUE ENFANT SOIT RETOURNÉ À L'ÉCOLE « AU MOINS UNE FOIS » AVANT FIN MAI



Le ministre, J-M Blanquer, de l'éducation, affirmait juste avant la réouverture des classes, souhaiter que tous les enfants puissent retourner « au moins une fois dans leur école d'ici fin mai : « Près de 86 % » des 50 500 écoles de France vont ouvrir à partir de lundi » [...]. Ça, c'était le 10 mai dans le JDD.

La réalité contredit le ministre. Tous les établissements n'ont pas rouvert, peu d'élèves y sont retournés. Taux de réouverture et taux de fréquentation sont marqués socialement et géographiquement. Quoique, la géographie de la pandémie pointe les catastrophes sociales du pays.

En Seine-Saint-Denis, zone rouge de la pandémie, 8% des élèves, maternelle et primaire, sont retournés dans leur établissement et 67% des écoles ont rouvert. Paris, zone rouge aussi, mais tellement moins pauvre, 19% des élèves ; maternelle et primaire sont retournés en classe et 92% des écoles ont rouvert. Hauts-de-Seine 17 % des élèves, maternelle et primaire ont passé la porte de l'école soit deux fois plus qu'en Seine-Saint-Denis, et 99 %, des écoles sont ouvertes. (Chiffres AFP)

Les politiques gouvernementales successives maltraitent élèves et enseignants. Ces derniers ont néanmoins tout inventé pour garder le contact avec leurs élèves puis appliquer le protocole sanitaire pléthorique du ministère. De cette épreuve émergent du lien resserré avec les parents, des mots et des stratégies d'action, c'est bien pour tout de suite et pour l'école de la rentrée.

● CATHERINE DESTOM BOTTIN

Vous avez dit confinés ?

« Tous les hommes n'habitent pas le monde de la même façon » Jean Pierre Dubois prix Goncourt 2019. La promotion immobilière craint une année catastrophique ! Des milliers de citadins de grandes villes se sont installés dans leurs résidences secondaires avec jardins spacieux, pour beaucoup, laissant de grands appartements vides. Et 5 millions de Français vivent en logements sur-occupés, c'est-à-dire avec moins d'une pièce par personne... entraînant promiscuité et violences ; une famille (et beaucoup d'autres) vit à 4 dans 35 m² et, une autre (et beaucoup d'autres) une mère et sa fille adolescente dans 15 m² impossible de lui dire « va dans ta chambre » et l'eau courante peut encore n'être que sur le palier dans certains logements ! Tout ceci peut expliquer, entre autres facteurs, la surmortalité en Seine Saint-Denis. Enfin, des milliers de personnes sont dans des foyers à 50 ou 100 par 100 m² ; ou même sans abri : confinés dehors. Nul besoin de plus de démonstrations pour mesurer combien le logement est révélateur d'inégalités, et combien l'épidémie a amplifié le phénomène y compris de fracture territoriale. Selon l'IRES (Institut de Recherche Économique et Social) 6 à 7 millions de personnes ne pourraient plus payer leur loyer qui correspond au 2/3 des dépenses des populations les plus pauvres pour lesquels le choix serait manger ou se loger. Tandis que certains propriétaires (qui le peuvent) annulent purement et simplement les loyers des 2 mois de confinement, des organismes comme l'Union Sociale de l'Habitat proposent de façon indécente l'étalement des paiements ! Et le gouvernement, le prolongement de l'interdiction d'expulser ce qui en période de confinement serait un comble !

A l'image de la grève des loyers à New York ou en Espagne des associations de locataires pétitionnent pour l'annulation des loyers : une solution mais certainement pas LA solution du problème. N'y a-t-il pas à considérer que le logement est un droit inaliénable sur lequel aucune spéculation ne devrait être tolérée. Et pourquoi pas des loyers représentant 5% des revenus ?

● BÉNÉDICTE GOUSSAULT

Agent double, agent trouble

Qu'ont Agnès Verdier-Molinié et Christophe Kerrero en commun ? Les deux font partie de la très libérale fondation Ifrap, enregistrée comme « représentant d'intérêts » à l'Assemblée Nationale, un doux euphémisme pour désigner un lobby. Pendant que l'une arpente sans relâche les plateaux télé avec une moyenne d'une apparition par jour, tous les jours, depuis 2009, le second, plus discret médiatiquement, n'est autre que le directeur de cabinet de Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation Nationale. Dans son plan choc de relance, l'Ifrap affirme que « la fin du confinement marque la fin de la politique unique d'enseignement pour tout le territoire », recommande « de la flexibilité et des expérimentations locales » et invite l'Éducation Nationale « à devenir régionale ». L'habituelle rengaine des ultra-libéraux qui souhaitent à tout prix désengager l'État de ses missions de service public. Les personnels de l'Éducation Nationale ont du souci à se faire.

● FÉLIX VIENNE

Écologie ou emploi ? Les deux et l'autogestion en prime !



C'est maintenant que les cadavres sortent des placards. Les tribunaux de commerce enregistrent les premières faillites de TPE et de PME. Dans le secret des directions des grands groupes, les plans de licenciements de l'après Covid 19 se préparent. Alors que le chômage est présent dans nos économies depuis près de quarante ans, il va repartir en flèche dans les prochains mois. La seule solution qui a été apportée jusqu'à présent est le développement de la précarité : des CDD qui s'enchaînent aux CDD, de l'intérim et l'apparition, ces dernières années, du statut de l'autoentrepreneur avec sa couverture sociale au rabais. La pandémie et le

confinement qu'il a fallu mettre en œuvre nous a montré le vrai visage de la précarité : on a eu faim dans un des pays les plus développés de la planète. Dans le même temps, les sirènes de la relance se mettent à sonner. L'activité doit reprendre. Ne serait-ce pas le meilleur moyen de sortir de cette mauvaise passe ? Sauf que la baisse de la production nous a montré ses effets immédiats sur la pollution et le climat : on anticipe une baisse de 8% des émissions de CO₂ sur l'ensemble de l'année 2020. Alors tout recommencer comme avant ? La réponse au défi environnemental se situe probablement plus dans la baisse de la production que dans ce « green deal » que nous ressassent gouvernement et patronat. Quelle baisse de la production ? On pourrait développer le vélo électrique en lieu et place de l'automobile. On pourrait s'engager dans une démarche de zéro déchet. On fabriquerait moins de voitures, moins d'emballages et nous diminuerions les transports routiers. Et tout ceci veut dire plus de temps libre pour chacun.e à la condition que le travail soit bien réparti et que tout le monde en ait. Il va donc falloir réduire drastiquement le temps de travail. Posons dès maintenant la question que tout le monde évite. Si cela se fait à salaire mensuel constant, de nombreuses sociétés de capitaux seront en faillite car les salaires seront alors trop forts pour permettre la formation des profits. N'ayons pas peur d'affronter cette situation : on ne va pas se plaindre que les salaires soient trop élevés ! La continuité des entreprises doit alors être assurée par l'éviction des actionnaires. Ceci ouvre la voie à la démocratisation des entreprises par une gestion travailleurs-usagers afin que la production soit déterminée par l'usage et non la valorisation du capital.

● BENOÎT BORRITS

Dialoguons !

Des appels ou initiatives collectives ou individuelles se multiplient. Ils annoncent tous la volonté d'agir en faveur de plus de justice, de démocratie, de respect de l'environnement...

L'équipe de rédaction de *Cerises* composée de militant.e.s issus de parcours différents, cherche à agir pour contribuer à ce qu'émergent des éléments d'une nouvelle culture politique permettant de dépasser le capitalisme. Il nous semble que pour l'instant la multiplicité de ces initiatives, qu'il ne s'agit pas d'unifier artificiellement, tend à un émiettement qui les empêche de dépasser une certaine confidentialité.

Nous avons donc décidé de prendre une initiative dont le prolongement reste à définir et avons interpellé plusieurs acteurs/actrices de ces appels pour favoriser un débat public et élargir le cercle des participants.

Pour illustrer le dossier nous avons choisi une série des belles photos de Serge d'Ignazio que vous pouvez retrouver ici. Dans les luttes des soignants monte l'aspiration à changer de système, pas seulement à répondre aux revendications immédiates.

Dialoguons (suite)

La crise gouvernementale phénoménale et l'absence d'une alternative claire et aisément identifiable rend urgent un large débat public. Il ne s'agit pas de se précipiter pour se mettre d'accord mais de donner à voir qu'un espace d'échanges et d'élaboration collective s'ouvre, largement accessible. Ne pas chercher à unifier artificiellement n'empêche ni le débat ni la controverse amicale et respectueuse et ce, de manière publique de façon à dépasser le cercle actuel des acteurs/actrices.

Afin de favoriser l'ouverture de cette démarche, nous avons proposé à plusieurs signataires d'appel de commencer un dialogue, sans fard. Nous remercions Ludivine Bantigny, Annick Coupé, Pierre Dardot, Elsa Faucillon, Bernard Friot, Jean Laffont, François Longéras, Christophe Prudhomme, Murielle Guilbert, Marie Toussaint, d'avoir accepté de se prêter à l'exercice qui a consisté à répondre à 3 questions en quelques signes, une gageure !

1. En vous lisant, il apparaît une tension entre répondre à l'urgence et affronter le capitalisme comme système. Pour l'équipe de *Cerises*, cela conduit à s'enfermer dans ce qui seraient des termes qui n'auraient pas la même temporalité, ce qui peut sous-entendre espérer reproduire ce qui était encore possible dans les années soixante du siècle passé. Cela nous semble aujourd'hui vain et nous paraît expliquer beaucoup d'échecs et de désillusions. Selon nous, désormais le seul moyen d'arracher quelque chose de positivement signifiant pour le plus grand nombre se trouve dans la quête d'un post-capitalisme, y compris pour pouvoir dégager des moyens durables aux re-

vendications les plus pressantes mais aussi la manière même de les poser. Qu'en pensez-vous ?

2. Quel est le sujet du verbe agir politiquement ? Ne pensez-vous pas que l'espace clos des forces instituées comme espace représentatif des citoyens est une vision dépassée ? D'abord parce que les faits sont là. L'absence des milieux populaires qui ont pourtant fait la puissance des Gilets Jaunes interpelle la manière de faire et d'être des organisations. Nous notons qu'entre les Gilets Jaunes mais aussi déjà les Nuits Debout, les manifs sur le climat, en faveur de l'égalité pour les femmes ou les migrants, la volonté que le mouvement des intéressés ne soit pas subordonné aux organisations a émergé comme condition de l'existence même de ces mouvements ; cela a, durant le mouvement sur les retraites, parfois atteint le militantisme syndical au regard d'orientations de leur centrale. Phénomène que l'on retrouve dans de nombreux pays. La démarche c'est du fond. Que voulons-nous ? Des forces instituées qui parlent et agissent au nom des intéressés ou des intéressés qui s'organisent pour se constituer eux, en dynamique politique ? La crise de confiance actuelle de l'État et plus largement de toute démarche délégataire ne traduit-elle pas combien les formes politiques dominantes, loin d'être circonstancielles et uniquement liées à Macron, sont le signe de leur profonde obsolescence ?

3. Pour y revenir, ces questions, nous paraissent être décisives quant à notre devenir collectif. Que pensez-vous de sortir chacun de nos périmètres et de nous y confronter publiquement ?

● L'ÉQUIPE DE RÉDACTION DE *CERISES*



Se fédérer



Ludivine Bantigny,
Historienne

Bien sûr qu'il y a une urgence absolue à lutter contre la violence d'État, contre les attaques qui s'abattent sur tous les conquies sociaux, contre le racisme structurel et contre le patriarcat, à défendre nos libertés et nos droits, sans cesse grignotés par un pouvoir aux tendances de plus en plus autoritaires aussi parce qu'il est aux abois. Mais le problème des « programmes », « plans », « mesures d'urgence », c'est qu'ils ne nous disent rien des conditions sociales et politiques qui permettraient de les mettre en œuvre. Les luttes, grèves, manifestations, occupations peuvent freiner un certain nombre d'attaques. Mais nous en sommes là : sur la défensive, et depuis trop d'années. C'est pourquoi **il faut s'atteler, d'urgence, à se réapproprier collective-**

ment les questions stratégiques, trop passées sous silence. Et combiner le temps immédiat des luttes et le travail patient mais crucial de la lutte frontale contre le capital : le dire, sans cesse, populariser notre anticapitalisme, le rendre de plus en plus légitime est évident. Mais aussi travailler à proposer des espoirs alternatifs, aussi réalistes que concrets. Tout est dit dans votre question, chères et chers camarades de *Cerises* ! En Normandie d'adoption, je dirais : « les deux » – spontanéité et organisation. Nous avons tant besoin de syndicats de terrain qui mènent des batailles essentielles, souvent d'un très grand courage et d'une ténacité remarquable. Je regrette vivement que les organisations du mouvement social/ouvrier ne se soient pas lancées fermement dans la dynamique des gilets jaunes, en prenant la mesure de l'importance qu'a revêtue ce soulèvement populaire incroyable, tout en respectant son autonomie et sa spontanéité. Il me semble que les organisations demeurent utiles, à condition qu'elles sachent être à la hauteur des enjeux en envoyant promener le repli sur soi et en acceptant de se fédérer. La période n'est pas réjouissante, malgré les espoirs soulevés pour un « monde

d'après ». La logique du capital, d'autant plus agressive qu'elle est mise en cause, déploie ses bâillonnements.

Elle attaque en force. Dès lors le dépassement de nos périmètres politiques s'impose à condition d'être très ferme sur nos bases : **on n'améliorera pas, on ne verra pas, on ne reformera pas le capitalisme.** Si donc la période n'est pas réjouissante, elle a au moins cette qualité exceptionnelle de voir le capitalisme de plus en plus critiqué, dénoncé, décortiqué dans ses méfaits et ses ravages. Celles et ceux qui le combattent sont en nombre croissant. Le tout (ou la partie) est de dépasser nos émiettements. C'est pourquoi nous avons lancé l'appel « Se fédérer » : tout sauf une énième tribune, mais la volonté déterminée de se regrouper entre associations, syndicats, collectifs, organisations, imaginer et médiatiser des alternatives au capitalisme, ne plus le faire « par le haut » et par la seule pensée théorique de quelques-unes ou quelques-uns, mais très collectivement, parce que nous avons toutes et tous quelque chose à en dire et à en faire. ●

<http://sefederer.mystrikingly.com/>

Une véritable souveraineté populaire



Pierre Dardot,
Philosophe

Toute la question est de savoir comment on comprend la sortie du capitalisme. Il y a, dès le XIX^e siècle, une dualité entre programme minimum et programme maximum : d'un côté des revendications immédiates, de l'autre des mesures révolutionnaires visant à établir le socialisme et le communisme. Au XX^e la question s'est reposée, quoique en des termes différents. La III^e Internationale, puis les trotskystes, ont élaboré la notion d'un programme de transition pour surmonter cette dualité. Mais si l'on prend l'exemple d'une revendication transitoire comme l'échelle mobile des salaires, on s'aperçoit qu'elle présuppose l'acceptation du cadre du capitalisme et qu'elle n'est qu'un « pis-aller » ou un « bricolage » (Benoît Borrits). La réalisation du programme maximum présupposait quant à elle la conquête du pouvoir d'État et tout était ordonné à cet objectif. Or c'est cet objectif qu'il faut remettre en question : **l'État ne peut être l'instrument de la suppression**

du capital. En effet, le capitalisme n'est pas réductible à la propriété privée des moyens de production. Il est aussi fait d'un imaginaire de maîtrise illimitée des forces de la nature directement opposé à tout projet d'émancipation. Il s'est formé en assimilant et transformant ce qui était déjà là avant lui. Par exemple, la souveraineté de l'État et la propriété lui ont préexisté. Mais il les a nouées de manière à garantir durablement sa domination. C'est la raison pour laquelle ces deux choses doivent être simultanément remises en question aujourd'hui.

La question du sujet de l'agir politique nous confronte à une difficulté analogue. Il n'y a plus un sujet identifiable une fois pour toutes, mais des sujets qui se constituent dans et par l'agir collectif. C'est l'acteur qui fait le sujet, non l'inverse, et les acteurs sont très divers. Mais on retrouve partout une critique en acte de la représentation politique. Car c'est par la représentation que s'exerce la souveraineté de l'État. A l'opposé, la véritable souveraineté populaire ne consiste pas en la périodicité d'un vote pour tel ou tel représentant, mais en des pratiques de contrôle actif et permanent des gouvernants par les citoyens. Elle fut expérimentée en France en 1792-93, en 1848 et en 1871, et a réémergé avec les gilets jaunes. Ce qui est en cause,

c'est le rapport des moyens à la fin : pour servir l'émancipation, les moyens doivent être en eux-mêmes émancipateurs. Ils doivent en quelque manière rendre la fin présente au lieu de la renvoyer à un avenir indéfini. **La représentation n'est pas un moyen, mais un obstacle.** Ces questions de fond appellent une confrontation publique. ●



Plus jamais ça !



Annick Coupé,
Attac

Mon parcours militant, dans le syndicalisme de transformation sociale, dans le féminisme, dans l'altermondialisme me conduit depuis longtemps à penser qu'il faut toujours penser les « revendications immédiates » avec un projet de société mais il est sans doute moins facile de penser cette tension aujourd'hui que dans les années 70 où il y avait des projets de société « clef en main » ; et encore plus complexe de penser des projets de société en y intégrant la pluralité des dominations dans le système capitaliste à l'heure de l'anthropocène. Est-ce que penser le post-capitalisme signifie ne pas répondre aux situations immédiates dans lesquelles sont plongées des parties entières de la population ? Ou faut-il plutôt **travailler à ce que des mesures qui seraient utiles dès maintenant commencent à changer la donne et permettent une bifurcation en rupture avec les logiques actuelles**. Cela suppose du débat avec les personnes concernées pour décider des revendications à porter, de l'expérimentation sociale mais aussi des luttes politiques, donc des rapports de forces globaux, pour modifier les choix politiques qui impactent nos vies quotidiennes.

En France, Nuit Debout, le mouvement des Gilets Jaunes, les marches climat, les luttes féministes mais aussi le mouvement des retraites a montré la tension avec les organisations classiques, notamment le mouvement syndical mais, de mon point de vue, il n'y a pas une rupture totale et consommée. Ces mouvements,

à partir de « revendications immédiates » posent des enjeux de fond, des enjeux de rupture avec le capitalisme et tout ce qui va avec (productivisme, consumérisme, inégalités...). Je ne sais pas si les formes politiques dominantes, les partis, doivent disparaître, mais ce qui est sûr c'est qu'ils n'ont plus le monopole de la transformation sociale et de la rupture avec le capitalisme, surtout quand ils ont abandonné cette idée même ! **La question de l'auto-organisation est décisive mais elle doit aussi être travaillée : qui décide au nom de qui ?** Quelle articulation entre des décisions locales, régionales, nationales ? La délégation de pouvoir n'existe pas que dans les organisations constituées... Les questions de sexisme par exemple ne sont pas absentes des mouvements sociaux...

Nous voyons bien qu'il y a aujourd'hui une multiplicité d'appels autour des enjeux de cette crise de la COVID 19, de ses conséquences et de ce qu'elle ouvre comme remises en cause. Beaucoup de personnes, voire d'organisations, en ont signé plusieurs ou se déclarent intéressés par cette diversité. Est-ce à dire qu'ils

sont de même nature ? Bien évidemment non ! Cela signifie qu'aujourd'hui aucun mouvement n'a les réponses à lui tout seul et qu'il ne suffirait d'ailleurs pas de trouver « un cadre unitaire idéal » pour trouver de chemin d'un autre monde ! Nous sommes dans une période de recherche, de tâtonnements... Ce n'est pas confortable d'autant plus que nous avons des adversaires qui eux sont déjà dans la stratégie du choc décrit par Naomi Klein et qu'il y a urgence à construire un imaginaire politique collectif pour un autre monde. Mais il n'y a pas de raccourci possible et cela va prendre forcément du temps. Dans cette situation, **la confrontation publique est indispensable**. Et il est possible de sortir de sa « zone de confort » : qui aurait pu imaginer que Greenpeace et la CGT signent avec 18 autres mouvements un plan de sortie de crise contenant 34 mesures sociales et écologique, répondant aux défis sociaux, écologiques et démocratiques ? ●

<https://france.attac.org/nos-publications/notes-et-rapports/article/plus-jamais-ca-34-mesures-pour-un-plan-de-sortie-de-crise>



Pouvoir décider au quotidien



Christophe Prudhomme,
Syndicaliste Cgt, médecin urgentiste

On a effectivement au XXI^e siècle une époque charnière, **des problématiques émergent en rupture avec le productivisme, la question écologique se pose de façon criante, hors étiquetages politiques**. Les crises de ces derniers années montrent bien que, SRAS, COVID, SRAS2, etc., ces virus qui viennent du monde animal se développent parce que les protections naturelles ont été détruites. Hypothèses fort

probables : la déforestation, le saccage des ressources de la planète. Il faut donc inventer autre chose. On n'a pas de modèle. Comment on va construire ? On a besoin au moins d'une forte minorité qui milite pour recentrer l'organisation de la société autour du bonheur humain, de la santé, de l'éducation, du travail comme un plaisir.

Le modèle de démocratie représentative, parlementaire est complètement dépassé. La proximité, le fait de pouvoir décider au quotidien exige des organisations beaucoup plus souples, plutôt que des élections figées pour des années. En France cette nécrose de la démocratie est aggravée par le couplage présidentielle/législatives. Il est clair qu'il y a une volonté d'agir au quotidien, de pouvoir exprimer ses positions, de pouvoir changer du jour au lendemain si ça ne convient pas. **On aspire à quelque**

chose de beaucoup plus collectif comme direction, avec des femmes et hommes qui ont des mandats, précis et concrets. Qu'est-ce qu'un homme politique si ce n'est une responsabilité comme fonction et non pas un métier ? C'est à l'administration d'assurer la technicité, de mettre en œuvre les décisions. Cela suppose de réfléchir entre spontanéité, délégation limitée à ce qui peut être le plus efficace et partagé.

Sortir chacun de nos périmètres et nous confronter publiquement, pour l'instant cela reste un vœu pieu. Chacun crée son périmètre; pendant que persistent les organisations traditionnelles. Ceux qui ne sont pas satisfaits créent la leur et demandent qu'on se rallie à leur panache blanc. On ne pourra avancer ainsi. ●



Rupture civilisationnelle



Marie Toussaint,
Députée européenne, EELV

Disons les choses clairement : **le capitalisme est une cause majeure de la destruction de la planète**, et le capitalisme ne peut survivre dans un monde qui fait de la protection de la planète sa priorité. Il n'y a donc pas de tension entre l'urgence et l'affrontement du système : faire face à l'urgence et opérer à la révolution nécessaire pour rétablir la solidarité dans l'harmonie avec le vivant revient à mettre fin au capitalisme.

J'aimerais élargir toutefois. Car ce sont les dominations, qui sont nées avant le capitalisme et se sont développées dans d'autres systèmes politiques et économiques, qui nourrissent la destruction du système. Ce qu'il nous faut combattre, pour reprendre les termes de Mireille Delmas-Marty, ce sont les trois dogmes qui définissent nos sociétés : le dogme de la croissance et du

productivisme qui, au-delà du capitalisme, détruisent et condamnent ; le dogme de l'anthropocentrisme, qui met l'intérêt humain au cœur de toute chose sans considérer que nous ne sommes qu'une partie du vivant et que nous en dépendons ; enfin le dogme de la souveraineté, conçue uniquement à travers l'état nation, là où nous devrions articuler une approche interscalaire allant des souverainetés locales à une souveraineté mondiale qui nous permettrait de protéger, respecter et chérir les communs planétaires comme le climat, la biodiversité, les océans ou... la santé.

Concrètement, si **nous voulons préserver la planète, nous devons opérer à la plus grande rupture civilisationnelle de l'histoire** ; accepter l'humiliation ultime qu'est la supériorité de la nature sur les desiratas humains et la transformer en opportunité pour garantir le bonheur, le respect des droits humains et sociaux pour toutes et tous. Ce n'est pas rien.

Il y a une vraie aspiration des populations, pas uniquement en France, d'enfin être respectée dans sa dignité, d'enfin participer aux décisions qui nous concernent toutes et tous. La crise de la démocratie représentative est profonde : si nous avons fait

des progrès, encore limités, sur la question de la parité, toute la classe politique européenne s'homogénéise par le haut depuis la chute du mur de Berlin. Cela veut dire que de moins en moins de catégories sociales participent à la gouvernance, et c'est curieux, les inégalités et la destruction des communs ne font qu'augmenter !

Nous publions demain un ouvrage avec Priscillia Ludosky, « Ensemble, nous demandons justice ». Ce que nous tentons de faire avec cet ouvrage, c'est de donner la parole à des populations trop peu écoutées : des gilets jaunes, des ultra-marins.e.s, des gens du voyage, des ouvriers.e.s... On se rend bien compte que quand on écoute ces populations-là, quand on construit avec elles, alors on protège la planète. Le monde d'après que nous devons inventer, c'est **un monde qui s'appuie enfin sur celles et ceux qui ont été construit.e.s comme des subalternes, dont le vivant**.

S'il y a bien une chose que nous devons faire aujourd'hui, c'est sortir de nos certitudes, et nous mettre enfin à nous écouter les un.e.s les autres. J'ai la conviction qu'en faisant ainsi, en reconstruisant du commun, nous trouverons les réponses aux questions qui se posent aujourd'hui à notre monde. ●

Commencer par les fins



Bernard Friot,
Sociologue

Que le communisme soit le seul chemin du communisme, je m'en suis convaincu petit à petit dans ma pratique militante, devant les échecs répétés de mobilisations pour un aujourd'hui démocratique dans l'attente d'un demain socialiste et d'un après-demain communiste, avec cette phrase si souvent répétée de camarades : ce pour quoi je me bats, je ne le verrai pas, mais je le fais pour les générations futures. S'il n'y a pas un « déjà-là » du communisme, il n'y a pas d'avenir du communisme. **Le communisme est une réalité empirique qui se constate dans la lutte de classes, pas un idéal qui se poursuit.**

Pour mettre des mots sur ce que je sentais confusément, la lecture de

Marx et de la tradition marxiste que propose Lucien Sève a été décisive. En 1999, son « Commencer par les fins, la nouvelle question communiste » m'a aidé à sortir, comme chercheur, de l'aveuglement sur le déjà-là, tellement cohérent avec une analyse du capitalisme comme système de domination générant des victimes avec lesquelles être solidaire. Un aveuglement qui postule qu'il n'y a pas réellement de lutte de classes, parce qu'il n'y a qu'une classe pour soi, consciente de ses intérêts et en mesure de les faire valoir, la bourgeoisie capitaliste. Ce qui permet au chercheur d'écrire ce récit dont la bourgeoisie a besoin tout en étant du bon côté, celui des victimes ! J'ai repris à nouveau frais mon travail sur la sécurité sociale pour m'apercevoir que 1945 est une date fantasmée dont l'omniprésence dans l'histoire académique de l'institution sert à noyer 1946 et la subversion qu'opèrent les communistes avec le régime général construit et géré de haute lutte par les travailleurs contre le patronat et contre l'État.

Oter à la bourgeoisie son mono-

pole économique et étatique sur le travail, la production, la valeur, tel est l'enjeu du régime général en 1946, tel est l'enjeu de l'aujourd'hui du déconfinement. Par exemple, la santé au travail s'obtient-elle d'un bon État protecteur contre un ennemi imprévisible, ce qui est l'essence d'un gouvernement autoritaire, le covid ayant la même fonction que le terrorisme ? S'obtient-elle d'institutions d'entreprise ou de branches négociées avec des directions au service d'actionnaires et de prêteurs qui n'ont rien à négocier ? Il n'est plus possible de se faire d'illusion de ces deux côtés. La santé au travail repose sur les décisions en matière d'investissement, de type de production, de constitution et de gestion des collectifs, de marchés internationaux. Ces décisions, ce sont aux travailleurs, et à eux seuls de les prendre, comme producteurs et comme citoyens (les deux sont parfois en conflit). La santé au travail repose sur l'ici et maintenant de la conquête de l'auto-organisation contre les directions, dans les services publics comme dans les entreprises. ●

Passerelles entre immédiateté et visée



Elsa Faucillon,
Députée PCF

Je vous concède que sans **penser une rupture profonde avec le capitalisme** il est effectivement impossible de répondre aux défis qui se posent devant nous. Ses manifestations brutales sous la forme néolibérale comme la menace de destruction de l'écosystème ne peuvent pas fonder une société qui offre à chacun les moyens de son libre développement, en harmonie avec son semblable et le vivant. Les dernières décennies ont offert une clarification du champ politique. En même temps que se sont effondrés les logiques du compromis de classe sous l'effet des assauts du capital, a disparu la possibilité d'options de conciliation. L'échec de la social-démocratie en atteste.

Cependant, la nécessaire articulation entre quête d'un post capitalisme et recherches de réponses aux revendications pressantes n'a pas disparu. L'idée que des ruptures fortes sont indispensables grandit. Nous le voyons dans la jeunesse qui se mobilise pour le climat, elle établit un lien fort entre les ravages sur le climat et le capitalisme. Mais force est de constater que si l'idée s'installe, elle a besoin de perspectives solides, d'incarnation.

Lorsque des employées de ménage en grève font reculer des compagnies comme Onet, ou quand l'on organise une grosse bataille contre la réforme des retraites, ce sont des passages obligés pour organiser la conscience post-capitaliste de ce que nous appelons à construire. En leur absence, nous pourrions tomber dans une proclamation qui ne serait pas issue du réel. Je reconnais que l'équilibre n'est pas simple à trouver mais ce travers pourrait s'avérer aussi dangereux que l'illusion réformiste. Et puis il y a des luttes qui portent dans leurs pratiques comme dans leur objet une sorte de passerelle entre immédiateté et visée, je pense par exemple à NDDL. Ce n'est donc pas impossible !

Une des leçons à tirer du XX^e siècle, c'est que **le combat émancipateur ne peut plus être incarné par un sujet unique comme la classe ouvrière**. Il y a des sujets qui occupent de multiples positions, de classe, de genre, de "races" et qu' "agir" se conjuguent nécessairement au pluriel en ce sens. Et puis, il existe une crise de la médiation politique. Les milieux populaires sont effectivement absents des instances représentatives. Pourtant, ils ne sont pas sous-représentés dans les suffrages qui se portent sur la gauche même s'ils sont plus faiblement que dans le passé.

Sur le plan institutionnel, il faut évidemment une intervention plus directe et réelle des citoyennes et des citoyens et plus largement de celles et ceux qui vivent sur le territoire. Mais le problème

est sans doute plus profond encore. Dans sa construction, la démocratie libérale a circonscrit la politique à un domaine restreint. Elle autorise et organise ainsi une relative autonomie de certains domaines comme l'économie ou la gestion des ressources et des besoins. Pour sortir de cette hémiplegie démocratique, il faut penser un déploiement plus large de l'intervention politique de toutes et tous qui investissent d'un pouvoir de décider de l'organisation de nos vies. Cette demande est commune à tous les mouvements que vous avez cités.

Mon expérience de militante politique comme de députée est un engagement sincère et dans lequel je crois. Cependant, je ne suis pas partisane du "chacun dans son couloir". Dans l'espace du Big Bang que j'anime avec ma collègue Clémentine Autain, mais aussi avec Guillaume Balas, Alain Coulombel et des personnalités syndicales, associatives... une de nos premières préoccupations est d'ailleurs de le penser comme un carrefour où peuvent se retrouver des militants politiques et du mouvement syndical, la diversité des engagements associatifs comme le monde de la culture et des intellectuels et enfin tout un chacun. **Sortir de nos périmètres n'est pas une idée saugrenue, elle est absolument nécessaire.** ●

<https://lefiledescommuns.fr/>

https://www.liberation.fr/debats/2020/04/20/federer-au-sein-des-gauches-et-des-ecologistes-le-temps-nous-oblige-vite_1785804

Créons la coopérative sociale, démocratique et écologiste



François Longéras,
FI, militant de l'ESS

De la résistance à l'alternative

La crise sanitaire liée à la pandémie du coronavirus accélère l'amplification des crises sociale et démocratique. Au sein même du domaine de la santé, elle révèle non seulement la casse du service public, mais elle met à jour les limites des appareils bureaucratiques du secteur. Non seulement ceux-ci ont été inféodés à la loi du marché, mais les usagers, comme les salariés, n'ont pas leur mot à dire. Et ce sont, à travers l'ensemble de la planète, les plus démunis qui en font les frais. D'un autre côté, force est de constater que des milliers d'initiatives citoyennes solidaires de terrain se sont déployées dans les quartiers populaires : distributions alimentaires et de vêtements, fabriques de masques, soutien scolaire... Même si ces actions sont le plus souvent réalisées avec le soutien des réseaux historiques, j'ai pu observer, en particulier dans le 9-3, que les collectifs qui se sont développés pendant le confinement ont non seulement la

préoccupation de répondre aux urgences, mais également de pérenniser ces actions et de les inscrire dans une démarche horizontale de partage et d'échanges. Et non strictement caritatives dans le modèle « on aide les pauvres » mais dans « l'entraide ». Voici un signe de l'après qui s'appuie sur du concret.

Agir politiquement

Les outils sont sur l'établi. Vouloir faire de la politique autrement, ce n'est pas nouveau. Comment y parvenir ? L'expérience des Municipales est à ce jour une expérience inédite avec l'émergence de listes citoyennes portées par des collectifs engagés dans des mobilisations sur les territoires. Si les résultats ne sont pas à la hauteur de nos espérances, ils révèlent une véritable dynamique, souvent inspirée par une démarche communaliste. Quelle ne fut pas ma surprise de constater que lors des échanges entre ces réseaux citoyens et les organisations politiques instituées (de gauche et écologistes), ces dernières ont le plus souvent voulu reprendre la main, au nom de leur expérience et de leur légitimité « historique ». Le plus souvent sous la houlette d'un leader charismatique. De la manière qu'elles entendent se battre pour prendre le pouvoir d'État, elles promettent aux citoyens un « avenir meilleur », lorsqu'elles auront

gagné les élections et se mettront alors au service du peuple ...

Construire une fédération populaire implique impérativement que les organisations politiques et syndicales sans négliger les échéances électorales et institutionnelles, s'engagent à donner le pouvoir au peuple. Pas demain mais chaque jour.

Coopérer pour construire une alternative

La démarche coopérative est un outil précieux pour ce faire, à la condition que la parole de chacun, comme celle des collectifs, soit respectée, dans les actions comme dans les décisions. Et c'est vrai aussi dans les mouvements sociaux et dans les entreprises : une lutte peut dessiner une alternative si dans son fonctionnement même, la démocratie réelle est à l'œuvre.

Créons la coopérative sociale, démocratique et écologiste avec toutes et tous ceux, individus et organisations, qui entendent construire une alternative. Répondre aux urgences ne doit pas faire l'économie du « travailler ensemble », ici et maintenant. La construction d'une alternative écologique et populaire doit se construire dans une démarche autogestionnaire, à défaut de reproduire les mécanismes d'arrangements d'appareils. ●



Ne pas se substituer à celles et ceux qui luttent



Murielle Guilbert,
Secrétaire nationale
de l'Union Syndicale Solidaires

ment par les luttes contre toute réforme régressive, mais aussi et surtout par la construction d'alternatives, avec comme prisme incontournable, trois éléments fondamentaux, liés et interdépendants: la justice sociale, la justice environnementale, et le combat contre toutes les formes de domination, d'où nos combats féministes, LGBT, antiracistes, antifascistes. Les revendications « classiques » n'en sont pas moins intégrées dans ce changement de système fondamental.

L'auto-organisation des travailleur-euses et au-delà de toutes celles et ceux qui luttent est essentielle pour Solidaires. Penser le syndicat comme un outil (matériel, militant, de réflexion) au service de ceux et celles qui ont justement bousculé les systèmes de représentation est quelque chose de fondamental.

Parce qu'à ce moment là, il ne se substitue pas à celles et ceux qui luttent, et qu'il participe au contraire à une démarche émancipatrice élément clef d'un changement de système à venir. Ce qui signifie aussi que Solidaires n'est pas une fin en soi. La réappropriation la plus large possible de ce que notre syndicalisme porte en terme de revendications et de valeurs,

se passe par justement l'appropriation de celles-ci par le plus grand nombre, dans un mouvement d'enrichissement mutuel, qui remet aussi les revendications syndicales en adéquation avec la réalité et les besoins concrets. Notre outil syndical, de par son histoire est aussi pour un moyen pour ceux et celles qui se sont organisés de pouvoir structurer et penser les débouchés et les victoires de leurs luttes.

Quelle nature peut prendre le changement de système après la fin du capitalisme, comment le construire et y parvenir ? La question de l'autogestion, de ses limites, la question de l'élargissement des luttes, sont des questionnements qui traversent notre organisation syndicale.

Concrètement, notre implication au collectif Urgence sociale et climatique participe déjà d'une démarche où des acteur-trices différents du mouvement social se sont confrontés pour sortir un plan de sortie de crise comprenant 34 mesures qui ne sont qu'un début.

Solidaires est évidemment ouvert aux débats au sein du mouvement social, dans la mesure de ses moyens ! ●



Une révolution culturelle



Jean Laffont,
PEPS Pour une écologie
populaire et sociale

L'humanité est confrontée aujourd'hui à une situation inédite : celle d'une planète finie, qui réagit aux agressions de notre société industrielle, et que nous ne maîtrisons plus. Nous ne vivons plus comme avant. Il est vain de croire que le capitalisme pourrait résoudre les problèmes dont il est à l'origine. C'est oublier sa nature productiviste, sa course permanente au profit, qui transforme les sociétés en un vaste marché.

Nous devons faire notre **révolution culturelle** :

- dans le regard sur la nature, que nous considérons comme une ressource exploitable à merci. Ce n'est plus tenable, pas seulement pour des raisons éthiques, mais parce que l'espèce hu-

maine ne survivra pas sur une planète où la vie aura disparu.

- dans les relations entre humains. Le capitalisme est fondé sur la domination et la concurrence entre humains, qu'il a transposées dans ses rapports avec la nature, allant à l'encontre des mécanismes du vivant, fondés sur la coopération et la symbiose. En appliquant ces principes dans ses sociétés, l'être humain réintègre les écosystèmes.

Un nouvel imaginaire, fondé sur ces bases, se construira à partir des pratiques. On peut imaginer quelques traits : fin de toutes les formes de domination, à commencer par le patriarcat, retour à une sobriété volontaire, à une société plus lente, autogérée et solidaire, où le travail ne sera plus la valeur centrale. Cette société sera ouverte, le principe du commun gouvernera la sphère socio-économique comme la sphère politique.

Cette utopie commence à avoir un visage, dans des luttes écologistes et sociales et des alternatives qui tentent de construire une société post-capitaliste dans les interstices laissés par le capital.

Prendre le pouvoir ?

La lutte se fait sur deux fronts liés : 1) local, en fédérant les alternatives et les luttes et en leur donnant un sens émancipateur, sous l'égide d'assemblées décisionnelles appliquant la démocratie directe ; 2) national et international, dans la résistance au capital, en reliant le local et le global.

Les partis politiques ont pour rôle de soutenir les mouvements, de proposer des analyses et des orientations que les masses peuvent s'approprier, aider à leur auto-émancipation, sans prétendre à un rôle dirigeant.

La voie des élections ne mènera jamais au pouvoir, l'électorisme a conduit bien des partis à s'intégrer au système. Je conçois l'« État » de demain à l'opposé de l'État-nation centralisé, comme une construction par en-bas, par fédération et confédération, à l'instar du municipalisme libertaire. ●

<https://peps-pouruneecologiepopulaireetsociale.fr/2020/04/14/lapres-epidemie-ne-pas-redemarrer-pour-tout-recommencer/>

Les appels Mai 2020

Une étonnante profusion d'appels émerge en ce temps de confinement invitant les signataires à réfléchir « au monde d'après » sous différentes formes... nous en avons recensé une bonne trentaine et, sauf erreur ou omission de notre part aucun ne vient de la droite de l'échiquier politique et syndical. Tous appellent à réfléchir au monde d'après et aux transformations nécessaires de la société avec des composantes écologiques et économiques, tous en appellent aux citoyens mais avec des différences, bien sûr. Et nous avons entrepris de les classer par thème en fonction de trois entrées :

- 1° Quels sont les signataires et à qui font ils appel ?
- 2° A qui s'adressent ils ?
- 3° Quels sont leurs registres de revendication ?

1° Presque tous partent de réseaux associatifs auxquels s'ajoutent pour quelques-uns des syndicats, des membres de partis politiques et/ou des personnalités du monde culturel. Des noms de personnalités connues dans un champ ou dans un autre semblent permettre d'accréditer l'appel.

2° Plusieurs s'adressent ou aux gouvernants, ou (presque tous) aux citoyens.

3° Ils en appellent tous à plus de démocratie et de participation citoyenne, à l'écologie, et à une économie plus sociale, mais avec des dominantes et des variantes.

Les plus politiques revendiquent un changement de système « *Nous les premiers* » cet appel s'adresse directement à E. Macron, et il est signé par plus de 100 personnes réparties entre élus, « personnalités publiques », associatifs et citoyens et s'appuie pour se crédibiliser sur le soutien de la commission nationale du débat public. Il est très axé sur les conditions environnementales et les changements climatiques nécessaires et en appelle à des nouvelles institutions plus démocratiques plus ou moins à l'image de l'assemblée citoyenne pour le climat : un conseil national de la transition et une association citoyenne comportant des citoyens tirés au sort

La tribune parue dans *Libération* [Sauver le capitalisme ou changer l'économie?](#) se rapprocherait du précédent : composé d'intellectuels, de syndicalistes, et de membres de partis politiques de gauche dont des personnalités connues là aussi. Ils défendent une économie anti capitaliste, et une transition

écologique par une réflexion globale et citent plus particulièrement les transports, les pollutions, et les productions inutiles.

[Plus jamais ça](#) 18 organisations syndicales et associatives : écologistes féministes et social dont notamment la CGT, Greenpeace et Attac en appellent à réorienter le système de production par une politique plus sociale et écologique de la BCE. Ils proposent 34 mesures pour sortir de la crise.

Pour nourrir les contenus d'une alternative, la tribune [Ensemble tout est possible, soyons responsables](#), reprend nombre de thématiques altermondialistes.

[Les jours heureux](#) prenant E. Macron aux mots une quinzaine de personnalités intellectuelles hors partis et syndicats proposent de réfléchir à l'instauration d'un nouveau CNNR avec un programme politique, économique, et social pour l'après.

Des appels plutôt centrés sur l'écologie, pour une transition écologique :

[Les citoyens pas les pollueurs](#) face aux deux crises économique et climatique proposent à la BCE un « *new deal vert* » comme alternative au « *new deal* » en vigueur.

[L'appel commun à la reconstruction](#) face aux vulnérabilités climatiques ils proposent une reconstruction écologique et sociale appuyée sur la convention citoyenne pour le climat.

Pour une reconstruction économique plus équitable :

[Le mouvement français pour un revenu de base](#) : des associations de luttes sociales AC contre le chômage ou les Amis de la terre ou Justice droit immigration plaident pour un revenu de base comme moyen d'assurer plus de solidarité de service public et de protection sociale

[Peps après l'épidémie](#) 44 personnalités politiques intellectuelles et associatives plaident pour « redémarrer autrement » contre le libéralisme et relancer la COP antisociale, anti-écologique et liberticide.

Des appels ont des problématiques plus ciblées : [Bas les masques](#) pour la défense de l'hôpital, ou les appels pour la culture.

Enfin l'appel [Se fédérer](#) auquel *Cerises la coopérative* se joint, commence ainsi : « Nous sommes nombreuses, nous sommes nombreux : nous sommes tant et tant à penser et éprouver que ce système a fait son temps. Mais nos voix sont dispersées, nos appels cloisonnés, nos pratiques émietées. »

● **BENOIT BORRITS, BÉNÉDICTE GOUSSAULT, DANIEL ROME**

Émile Fabrol



Quand j'ai fait la connaissance d'Émile, aux séances de travail de l'équipe qui deviendra ensuite le réseau *Se fédérer* pour l'émancipation, je me demandais qui était ce camarade

en chemise blanche, écharpe rouge, taciturne, qui dessinait sur sa feuille et semblait parfois s'échapper de la conversation. C'était en fait sa façon de se concentrer et il n'en perdait pas une miette. Je crois que c'est Pierre qui l'a convaincu de participer à l'aventure de *Cerises* la coopérative. Aussitôt dit, aussitôt fait, en novembre 2018 Émile signe l'édito sur un thème qui lui est cher, la sécurité sociale. Il participe à plusieurs séances du réseau et nourrit nos réflexions de ses interventions jamais trop longues, mais souvent percutantes. Il prend part au mouvement des Gilets jaunes et fustige les organisations qui critiquent le mouvement. Émile a navigué au PCF, au NPA, pris ses distances et chaque fois privilégié le mouvement d'émancipation au cadre étroit de l'organisation.

Je ne sais plus exactement à quel moment il nous a annoncé à quelques-uns qu'il était malade, mais nous avons vite compris que le combat qu'il engageait allait être rude. Pierre et moi prenions régulièrement de ses nouvelles. En décembre 2019, il avait bon espoir et pensait avoir gagné le combat. Le 14 mars il nous annonce que le traitement est inefficace et qu'il doit changer de protocole, mais que le moral est intact et qu'il continue à se battre. Mon dernier message fin avril pour prendre des nouvelles, est resté sans réponse. J'ai hésité à appeler, j'aurais dû le faire.

Affaibli par la maladie, Émile continue quand même de participer aux séances du réseau, accompagné de Yannick sa compagne qui se rend disponible pour cela. Il produira avec Yannick une contribution pour alimenter le débat sur les retraites.

Toute l'équipe de rédaction de *Cerises* est triste de perdre un camarade chaleureux avec lequel nous avons encore tant et tant de choses à partager.

Nous transmettons notre amitié à Yannick, à son fils, et à ses amis.

● **SYLVIE LARUE**

Circuits courts : court-circuit ou alternative ?

Le confinement a redéployé tant la question alimentaire que celle des circuits-courts, « boostés » par la remise en cause du consumérisme exacerbé, le besoin de manger sain et de traçabilités ou l'envie de proximité. Tout ce qui rapproche production et consommation, AMAP, ventes directes, « Ruches », systèmes coopératifs, coopératives alimentaires ... se sont multipliés, de façon parfois « mercantile », ou voulant promouvoir un autre art de vivre et de consommer. Leur ancrage dans le territoire est solide lorsque ces circuits courts sont portés par des collectifs de quartier, ou une ferme urbaine. Pour autant le débat reste ouvert : n'est-ce là qu'une formule plus acceptable du consumérisme en évitant ses excès ? Ces initiatives ouvrent-elles de réelles perspectives d'un autre vivre ensemble ?

Les premiers réseaux en particulier les AMAP, en relation souvent avec la Confédération Paysanne, avaient un caractère « militant » mais depuis certains se sont sans trop de souci insérés dans le système commercial usuel, y compris par accord avec des grandes surfaces, d'autres ont su garder leur « âme ». Les circuits-courts peuvent-ils durablement remettre de la raison, de l'écologie, de la sobriété et de l'humain dans nos pratiques ? Oui, si l'on examine les conditions de la production, les coûts carbone, l'inflation d'emballages. Autre dimension : la production alimentaire. La Confédération paysanne, la FNAB et d'autres ont écrit là-dessus. En résumé, sans une production raisonnée, sans rupture avec l'agro-industrie, pas d'horizon acceptable. Ces conditions de production concernent aussi l'agriculture urbaine. Le mouvement est réel. Pas seulement au rayon de la « high tech » néo écolo. Jardins partagés, fermes urbaines, réflexions et actions sur l'autonomie alimentaire des villes, place des maraîchages et préservation des surfaces cultivables, obligation de végétalisation percutent quelques axiomes de l'aménagement et de l'urbanisme, provoquent quelques réponses gadgets mais suscitent aussi un vrai mouvement où femmes de quartiers, anciens-es citadins-es, notamment, inventent des formes nouvelles de vivre leur quartier et leur territoire.

Mais l'autonomie ainsi promue ne peut être de l'autarcie. Hypothèse irréaliste, mais au-delà, il ne s'agit pas de prôner un repliement mais d'élaborer une autre mondialisation. Le circuit-court c'est aussi la relation directe d'une SCIC commerciale avec une coopérative palestinienne...

Enfin, les circuits courts conçus comme un nouvel art de ville, appellent une autre conception de bâtir la ville (ou le village). Comment intègre-t-on jardins, zones cultivables, végétalisation, lieux partagés dans nos réglementations ? Comment construire ces réponses avec les habitants-es ? Avec les salariés-es ? Quelles confrontations avec les aménageurs, les promoteurs, les transporteurs face à la question foncière (végétaliser peut faire baisser les prix... ou exclure les moins fortunés ; l'exemple de la ZFE francilienne montre comment une écologie punitive peut léser la banlieue pauvre avec ses vieux véhicules).

Bref, les circuits courts doivent réorienter notre façon de vivre la ville.

● **PATRICK VASSALLO**

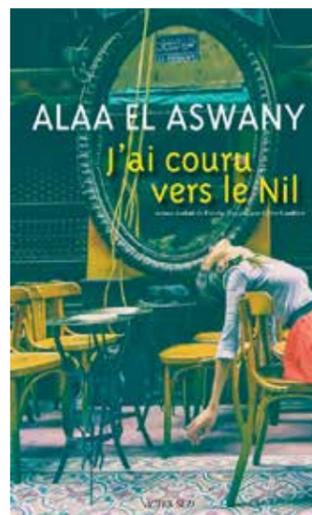


En política

Nouvelle séance de cinéma virtuel (voir le site <https://sallevirtuelle.25heure.com/>) avec le documentaire de Penda Houzanghe et Jean-Gabriel Trégoat, *En Política*. Aux élections régionales de mai 2015 dans la province des Asturies, les jeunes militants de Podemos partent à la conquête de la présidence du parlement mais leur espoir de passer devant le PSOE ne se réalise pas. Les voilà embarqués dans des tentatives d'alliance pour essayer de construire une majorité impossible et ravir la présidence au candidat socialiste lequel, en vieux loup de la politique, attend patiemment qu'izquierda Unida se rallie à sa candidature. Les réalisateurs nous plongent au cœur des tractations. Enfermés dans les lieux clos de l'espace institutionnel, Podemos n'a pas trouvé le chemin pour faire le lien entre mouvement social et espace institutionnel au point que certains militants en reviennent à tenter de tirer le PSOE à gauche, ce qui se concrétisera quelques années plus tard au gouvernement espagnol...

Emilio Leon, tête de liste, renoncera par la suite à solliciter un nouveau mandat. A voir, pour essayer de ne pas reproduire les mêmes impasses...

● SYLVIE LARUE



Une littérature des « sans nom »

J'ai couru vers le Nil, d'Alaa El Aswany n'est pas publié en Égypte. Ce livre vaut à son auteur d'être accusé de crime contre le régime et de vivre en exil. A partir du parcours de ses personnages, il fait revivre les journées de la révolution de 2011 et radiographie un pays gangrené par la corruption, l'hypocrisie, et les crimes du nouveau pouvoir contre la jeunesse de la place Tahrir. L'œuvre se présente à la fois comme un récit et un roman. Elle peint en alternance des séquences de la vie des protagonistes fictifs et réels de cette tragédie. Les personnages sont tous des personnages principaux. Chacun incarne une facette de la société, des événements et de la réflexion sur le pouvoir, l'engagement et la désillusion. La puissance d'évocation, le style précis et ironique pénètre l'intimité des personnages, leurs émotions et leurs pensées et permet au lecteur de s'identifier et de vivre l'évènement de l'intérieur.

Avec El Aswany, E. Vuillard et d'autres, une génération d'écrivains émerge pour lesquels les gens du commun et leurs destins collectifs deviennent objets de création littéraire. Leur démarche est de se placer au milieu de la foule et de sortir les anonymes de l'invisibilité.

● JOSIANE ZARKA

J'ai couru vers le Nil, Alaa El Aswany Éditions Actes Sud Coédition L'Orient des livres. Septembre, 2018, 432 pages.



La gauche contre les Lumières ?

Stéphanie Roza vient de sortir un livre au titre questionneur : *La Gauche contre les Lumières ?* Rappelons que les Lumières, mouvement philosophique, littéraire et scientifique s'étend du milieu du 17^{ème} siècle (Spinoza, Locke) jusqu'à la Révolution Française. Kant affirme que les Lumières « c'est la sortie de l'homme hors de l'état de tutelle dont il est lui-même responsable. ». Elle démontre, arguments à l'appui, qu'une partie des intellectuels français s'est éloignée des grands principes des Lumières. Deux chapitres sont consacrés à l'irrationalisme et à l'anti-progressisme dans la Gauche française. Elle soulève enfin une question importante : existe-t-il des valeurs universelles ? Elle montre qu'une partie de la gauche française ne partage pas cette vision du monde et de la vie. Elle critique vertement notamment Françoise Vergès et son paradigme « le féminisme décolonial » comme une des marques de l'anti-universalisme car cette pente conceptuelle oppose les femmes blanches aux femmes noires et ne prend pas en compte la lutte des classes. Elle affirme que l'émergence du discours postcolonial a correspondu à l'entrée de la gauche dans une crise profonde. Un essai à recommander car il ouvre des perspectives de débat.

● DANIEL ROME

La gauche contre les Lumières ? Stéphanie Roza, Editions Fayard, Janvier 2020, 208 pages.



Le temps des ouvriers

Si vous n'avez pas vu le documentaire intitulé *Le temps des ouvriers*, n'hésitez pas, vous avez jusqu'au 26 juin pour le faire sur le site d'Arte.

Le réalisateur Stan Neumann nous plonge dans 300 ans d'histoire de la classe ouvrière en Europe. Accompagné.e de la voix de Bernard Lavilliers, nous cheminons de manière non linéaire, avec des aller-retour entre des images d'archives, des vues de patrimoines industriels, des séquences d'animation, des témoignages d'ouvriers/ouvrières, actifs/actives ou retraité.e.s, et des réflexions de plusieurs intellectuels dont Jacques Rancière. Nous retrouvons aussi avec plaisir Robert Kosmann auteur de *Sorti d'usine* qui nous parle de la per ruque, ce travail détourné, et non aliéné, témoin de cette recherche continue des ouvriers/ouvrières de s'émanciper d'un travail soumis aux injonctions des patrons, que ce soit dans les fabriques textiles anglaises du 18^{ème} siècle ou dans les usines taylorisées du 20^{ème} siècle. Vive les luttes des damnés de la terre !

● SYLVIE LARUE

<https://www.arte.tv/fr/videos/RC-019317/le-temps-des-ouvriers/>

4 parties : Le temps de l'usine, Le temps des barricades, Le temps à la chaîne, Le temps de la destruction.



Le marché contre l'humanité

L'une des pensées les plus fertiles de l'écologie politique depuis 25 ans brocarde les responsabilités du néolibéralisme et de la dictature du marché dans l'effondrement de nos souverainetés politiques, économiques et anthropologiques, et les désastres écologiques. Cela mérite d'être signalé, lu, et débattu. Pour l'auteur les crises écologiques et politiques en cours condamnent en même temps et symétriquement les filiations marxistes-communistes (réduites à l'expérience des régimes disparus !) et libérales, au bénéfice d'une filiation hégélienne mobilisée à refonder un nouvel Etat. Ce dernier serait la seule instance légitime capable de conduire dans une démarche démocratique estimée « authentique » (sans explicitation) les transitions écologiques impérieuses aux contenus, formes et temporalités réellement efficaces. Cette contribution stimulante, symptomatique de tout un courant de pensée politique, est une invite pressante à développer, étendre et approfondir au plus vite le souci écologique dans ses portées anthropologiques, politiques, économiques, sociales et idéologiques, réinterrogeant les responsabilités et les modalités d'appropriation et d'intervention des citoyens.

● MAKAN RAFATDJOU

Le marché contre l'humanité, Dominique Bourg, 170 pages PUF, 2019.



Miss Islande

Elle aurait pu être mannequin, bonne mère de famille ou islandaise modèle... Elle écrit. Elle vit comme elle l'entend. Là où 26° sont une température de canicule. Là où « des bancs de brume masquent la terre » et où l'on mange des oiseaux de mer. Son meilleur ami est un homo - comme ils disent - persuadé d'être au mauvais endroit au mauvais moment, marin de surcroît.

Elle rencontre un poète : Le Poète. La plus lettrée des serveuses et le bibliothécaire. Erudit, en éruption, comme son prénom : « Hekla signifie volcan. ». Sous le froid givrant l'air et les carreaux des fenêtres, se nouent et se croisent ces vies incertaines, aux trajectoires un peu ivres. Aux déterminations résolues d'Hekla, aux soliloques des pères, maris qui ne savent réveiller l'amour avant qu'il ne le veuille.

Un roman scandinave aux senteurs d'Islande. Profondément féministe, libre et bourré d'entrain. C'est ici que l'on s'arrête... pour dévorer ce bel ouvrage.

● PATRICK VASSALLO

Miss Islande, Audur Ava Ólafsdóttir, Éditions Zulma, 2019, 261 pages.

Un monde sans contact ?

« Est-ce un monde qui naît ou l'avenir qui meurt ? »
Aragon

Plus de quatre milliards d'individus sont confinés depuis plus de deux mois. L'économie mondiale tourne au ralenti. Des centaines de milliers de voix disent qu'il faut tirer les leçons de ce qui nous arrive mettant clairement en cause le néolibéralisme. Le confinement généralisé a, et aura des conséquences sur nos modes de vie, nos relations, nos amours, nos désirs, notre travail, nos déplacements. Une des conséquences immédiate aura été la quasi généralisation du télétravail pour stopper les déplacements pour une multitude de secteurs du tertiaire.

Les autres salariés qui ne pouvaient pas travailler ont subi le chômage partiel voire le licenciement. Les avis sont très partagés concernant le télétravail. Nous n'entrerons pas dans un débat sans fin pour ou contre. Disons-le tout net, nous considérons que ce sont aux travailleurs de décider comment produire et que dans certains cas, une part de télétravail peut être un avantage pour les travailleurs et pour l'économie. Cependant, nous devons réfléchir aux conséquences anthropologiques et économiques de la digitalisation du travail. Le télétravail supprime les barrières entre vie privée et vie professionnelle et c'est flagrant pour les enseignants. D'après plusieurs études il accroît l'intensité du travail, il questionne la santé physique et mentale des travailleurs qui y sont soumis et il soumet les personnes concernées à l'isolement social. Une étude a montré que depuis les ordonnances Macron, quand il était ministre des finances, 65% des salariés en télétravail souffrent de cet isolement. Cela signifie qu'il faut encadrer très sévèrement ces dispositifs.

Autre question : Est-ce que le logement permet le télétravail ? Le télétravail ne permet-il pas de mieux contrôler les travailleurs, d'accroître la productivité ? La digitalisation est un outil redoutable de contrôle des individus et d'asservissement. N'est-on pas en train de créer un imaginaire dystopique digne du roman de Georges Orwell « 1984 » ? La digitalisation du travail s'est développée bien avant la pandémie avec la création d'un capitalisme de plateformes comme Uber, Airbnb ou E booking. La digitalisation du travail et du commerce construit une société déshumanisée où ce qui compte c'est vendre et contrôler sans se soucier ni du bien-être du travailleur, ni de l'intérêt du consommateur. « Ne laissons pas s'installer un monde sans contact » comme le proclamait récemment la revue Terrestre. Cette pandémie a violemment montré l'utilité ou l'inutilité de certains emplois et nous a amené à nous interroger individuellement et collectivement sur le sens de notre vie, notre rapport aux autres, notre rapport à la culture mais aussi le sens de notre travail et donc son utilité sociale et ses conséquences sur l'activité économique et sur notre environnement. Travailler au jour d'après c'est penser la fin du capitalisme. Son obsolescence est à l'œuvre. Alors maintenant que le train repart doucement faisons en sorte qu'il n'aille pas s'écraser contre un mur. Soyons des millions à rêver et à construire le monde d'après. ●

Daniel Rome



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Benoit Borrits, Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Emile Fabrol, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, Patrick Vassallo, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, l'Union communiste libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
<https://ceriseslacooperative.info/>